



Perspectives chinoises

2017/3 | 2017
Varia

Légitimité et démocratisation forcée dans les mouvements sociaux

Une étude de cas du mouvement des parapluies à Hong Kong

Chi Kwok et Ngai Keung Chan



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7819>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2017
Pagination : 7-17
ISBN : 97910-91019-24-8
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Chi Kwok et Ngai Keung Chan, « Légitimité et démocratisation forcée dans les mouvements sociaux », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2017/3 | 2017, mis en ligne le 15 septembre 2017, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7819>

Légitimité et démocratisation forcée dans les mouvements sociaux

Une étude de cas du mouvement des parapluies à Hong Kong

CHI KWOK ET NGAI KEUNG CHAN

RÉSUMÉ : Les mouvements sociaux sont des événements volontaires que leurs participants ont le droit de quitter dès lors qu'ils sont en désaccord avec leurs leaders. Pour cette raison, la légitimité des mouvements sociaux est souvent perçue comme leur étant inhérente, et, par conséquent, d'une importance secondaire. Cet article vise à réfuter ce point de vue en démontrant que les questions de légitimité peuvent engendrer des contraintes et avoir un impact important sur les relations entre les leaders de mouvements sociaux et sur les décisions qu'ils prennent. Dans le cas du mouvement des parapluies, une remise en cause par la base de la légitimité de l'autorité des leaders du mouvement a non seulement obligé ces derniers à réformer leur structure de prise de décision, et même à mettre en place une démocratie directe, mais aussi à intensifier les relations entre les leaders des différentes factions, au point de saper finalement l'efficacité générale du leadership.

MOTS-CLÉS : légitimité, démocratisation forcée, mouvement social, mouvement des parapluies, Hong Kong.

Introduction

Le point de vue conventionnel sur la légitimité émerge de discussions sur l'autorité politique et porte principalement sur les relations coercitives. Bien que des travaux existent également sur des organisations non-coercitives, ils se concentrent davantage sur l'interaction entre la survie et la légitimité au sein des organisations, que sur les efforts de coopération et les difficultés à maintenir une légitimité dans des mouvements inclusifs comprenant différentes organisations. Un point de vue modéré affirme que la légitimité des mouvements sociaux découle de leurs intentions pures et de leurs conséquences positives, plutôt que de leurs procédures démocratiques. Basé sur des entretiens effectués auprès des leaders des principaux groupes présents au sein du mouvement des parapluies (MP), cet article avance que l'absence de procédures démocratiques effectives peut mener à ce que nous appelons une « démocratisation forcée » du pouvoir de prise de décisions, c'est-à-dire une remise en cause par la base de la légitimité du groupe effectuant la prise de décisions à représenter les intérêts des membres du mouvement. Cet article a deux intentions : montrer (1) que même dans les mouvements sociaux où la participation est en apparence volontaire, tels que le MP, la légitimation demeure un souci important pour les participants, et (2) que des crises de légitimation peuvent contraindre les leaders à certains choix stratégiques, altérant ainsi le cours du mouvement.

Nous discutons tout d'abord de la signification de la légitimité comme outil conceptuel permettant d'expliquer les mouvements sociaux. Puis, après avoir

détaillé la méthodologie ainsi que le contexte de notre recherche, nous examinerons comment la question de la légitimité a affecté les principales décisions prises par les leaders du MP, ainsi que leurs mécanismes de légitimation respectifs. Enfin, nous discuterons des implications de nos conclusions.

Légitimation du leadership

Les mouvements sociaux sont des événements volontaires : les participants peuvent les quitter lorsqu'ils le souhaitent et il n'y a pas de relation coercitive entre participants et leaders. Le souci principal des leaders d'un mouvement social est de mobiliser le socle du mouvement en construisant un consensus entre réseaux organisationnels et participants potentiels (Tilly et Tarrow 2015). Le choix par plusieurs organisations d'inclure le terme « consentement » dans leurs documents fondateurs et leurs consignes pourrait conduire à l'illusion que la question de la légitimité est résolue avant le début d'un mouvement (Earl 2007 ; Porta 2009). Néanmoins, comme le décrit avec pertinence James Q. Wilson (1974), coordonner des actions dans des associations volontaires peut constituer un défi :

Dans la plupart des associations volontaires, l'autorité est incertaine et le leadership précaire. Parce que la participation à l'association est volontaire, son dirigeant n'a ni le pouvoir effectif, ni le droit reconnu d'exercer une coercition sur les membres — ils sont, après tout, des membres et non des employés. (p. 215)

Les participants remettent en cause la légitimité des leaders, et les négociations d'intérêts entre participants sont une composante importante des actions collectives. Parfois les participants considèrent que les leaders disposent d'avantages organisationnels dont ils sont exempts ; par conséquent ils se reposent sur leurs leaders pour produire des revendications. Pourtant, les leaders peuvent ne pas communiquer efficacement avec les participants au sujet de leurs doléances, ou bien prendre des décisions injustes ou biaisées (Michels 1962). Le leadership dans les mouvements de grande ampleur est toujours incertain et précaire car les dynamiques et conflits parmi les participants sont complexes et inévitables (Cheng et Chan 2017). Les chercheurs n'ignorent pas la question de la légitimation (par exemple Haunss 2007) et certains travaux récents ont tenté d'examiner les moyens par lesquels les mouvements sociaux gagnent leur légitimité auprès du public (Andrews, Beyerlein et Tucker 2015). Plus loin dans cet article, nous discuterons comment les leaders peuvent tenter de résoudre les crises de légitimité au sein d'un mouvement en appelant à la légitimité conférée par le public.

Zald et Ash (1966) avancent que l'une des principales raisons pouvant conduire à l'échec d'une organisation à la tête d'un mouvement social est son « incapacité à maintenir sa légitimité y compris chez ses propres partisans » (p. 335). Des problèmes de légitimité émergent lorsque des organisations marginales au sein d'un même type de mouvement social entreprennent de différencier leurs stratégies et leurs vues de celles des organisations plus importantes, puisque mettre en cause la légitimité des autres peut s'avérer utile dans la compétition pour les ressources (Zald et McCarthy 1980, p. 5-10 ; Soule et King 2008). Snow et Benford (1992, p. 150) ont mis en évidence le fait qu'un problème de légitimité peut apparaître lorsqu'un « cadre originel » rapprochant différents participants est bousculé par des cadres concurrents. En d'autres termes, les leaders peuvent « mobiliser la légitimité [...] seulement lorsqu'ils sont capables d'offrir un cadre aux griefs et intérêts des groupes mécontents [...] de prodiguer des solutions et de rendre fonctionnels les processus d'allocation » (Rao, Morrill et Zald 2000, p. 242). La légitimité est importante pour la survie d'une organisation et d'un mouvement, mais la question de savoir comment ou par quels biais le souci de la légitimité affecte le leadership, et partant le mouvement, n'est pas résolue. Dans les études portant sur l'impact des dynamiques de leadership sur l'issue d'un mouvement, le point de vue agentiel suggère que les types de leadership sont des variables indépendantes qui façonnent de manière significative l'issue des mouvements, alors que le « point de vue contingentiel », tout en reconnaissant le rôle crucial des leaders, voit ceux-ci comme « essentiellement des serviteurs de leurs partisans » (Aminzade, Goldstone et Perry 2001, p. 127 ; Dinh *et al.* 2014). Ces perspectives sont éclairantes pour savoir si les leaders peuvent influencer les mouvements, et si oui, comment. Pourtant, l'agenda des leaders est aussi fortement influencé par la résolution ou non du problème de la légitimité. Notre point de vue se rapproche de celui de Snow et Benford (1992) en ce que nous considérons que les leaders « agissent en tant qu'intermédiaires » : ils mobilisent le public et prennent des décisions stratégiques, mais pas à leur guise (Aminzade *et al.* 2001, p. 127). Cet article contribue à cette littérature, en montrant : (1) comment le problème de la légitimation peut constituer un facteur indépendant et important qui façonne le cours et l'issue d'un mouvement de grande ampleur, y compris lorsque les acteurs majeurs ont anticipé le problème et ont activement recherché des solutions avant le début du mouvement ; (2) que les questions de légitimité soulevées par les participants peuvent limiter l'action des leaders et diriger leur at-

tention vers des conflits internes ; et (3) le processus véritable à travers lequel ces dynamiques se déploient.

Les leaders sont d'une importance cruciale pour les mouvements sociaux. Ils effectuent des tâches importantes qui sont nécessaires pour des campagnes soutenues de production collective de revendications (McAdam, Tarrow et Tilly 2001 ; Tarrow 2011, p. 12) : notamment construire une idéologie, susciter l'intérêt du public, prendre des décisions stratégiques et tactiques, etc. (Cai 2017, p. 4 ; Earl 2007 ; Ganz 2010 ; Morris et Staggenborg 2004). Leur légitimité est essentielle pour la coordination effective de la production collective de revendications car cela requiert la coopération et l'obéissance des participants. Il y a quatre approches principales de la légitimation. Nous entendons par là les types de revendication de légitimité exprimés par les leaders afin de gagner une autorité sur les volontaires.

Approche charismatique wébérienne. L'une des approches dominantes pour comprendre la légitimation d'un leadership est l'approche charismatique « wébérienne ». Les trois conceptions de l'autorité selon Weber (1947) — légale, traditionnelle et charismatique — sont des outils utiles pour conceptualiser la légitimité d'un leadership (Morris et Staggenborg 2004 ; Platt et Lilley 1994). Cette approche explique la légitimité des leaders en se fondant sur leur personnalité, leur pureté et leur crédibilité charismatiques⁽¹⁾.

Approche fonctionnelle. Les travaux de Robert Michels (1962) fournissent une perspective organisationnelle expliquant le processus de légitimation. Des mouvements de grande ampleur ont besoin d'organisations de grande taille. Les grandes organisations ne peuvent éviter d'avoir une hiérarchie, qui elle-même exige des personnes capables de remplir les tâches nécessaires. Ainsi, la légitimité des leaders est justifiée par leur nécessité fonctionnelle (c'est-à-dire le bon accomplissement des tâches et leur coordination) dans la hiérarchie (Michels 1962 ; Morris et Staggenborg 2004)⁽²⁾.

Approche consensuelle. La nature démocratique de la société civile accroît la demande de respect de chaque participant dans le processus de prise de décision. Le résultat en est l'usage répandu de la prise de décision consensuelle dans les mouvements sociaux (Kaldor 2003 ; Mansbridge 2003 ; Tarrow 2011, p. 11 ; Wapner 1995, p. 313). Néanmoins, le consensus peut être atteint par divers moyens, autres que le vote démocratique, tels que la réalisation d'enquêtes et l'incorporation des opinions de la base dans le processus de prise de décision, créer des forums délibératifs au sein des groupes principaux, etc.

Approche démocratique. Lorsqu'une crise de légitimité émerge, les leaders peuvent faire usage du vote démocratique afin de résoudre les disputes et les conflits (Toepfl 2017)⁽³⁾.

1. En détaillant le concept du leader charismatique wébérien, Aminzade, Goldstone et Perry (2001) avancent que le charisme signifie les capacités et les attributs d'une personne qui lui permettent de susciter des « émotions qui créent une communauté de sentiment » ou de révoquer des « émotions en créant une dissidence affective qui conduit les partisans à repenser leur vision du monde ». Par conséquent, nous voyons la pureté comme une sorte de charisme car elle conduit les participants à croire qu'une personne « travaille pour le bien public plutôt que pour son avantage personnel », ce qui peut constituer une condition importante afin de mobiliser émotions et sympathie (Aminzade *et al.* 2001, p. 129-130).
2. Dans un but de clarification, précisons qu'un leader ne devient pas automatiquement légitime simplement parce qu'il est le leader. L'approche fonctionnelle met plutôt l'accent sur le fait qu'un leader peut émettre une revendication de légitimité basée sur le fait d'avoir accompli avec succès des tâches importantes attachées à une position de leader. L'acceptation par les participants d'une telle revendication va dépendre de plusieurs facteurs, mais le plus important parmi ceux-ci (selon cette approche) est si le leader est la meilleure personne pour remplir les tâches fonctionnelles correspondant à sa position. Nous remercions les évaluateurs anonymes pour ce point.
3. L'approche démocratique est très similaire à l'autorité rationnelle-légale de Weber, puisque celle-ci souligne que la source de légitimité d'une bureaucratie est un « ensemble de règles normatives » établi légalement. Bien que cet ensemble de règles soit habituellement considéré comme le fondement de la démocratie, ce n'est pas nécessairement le cas. Une critique majeure de Weber (1947, p. 328) est qu'une telle autorité rationnelle-légale existait dans la Chine impériale (Turner 2008).

Théoriquement, ces quatre mécanismes peuvent être distingués les uns des autres ; en pratique cependant, les leaders emploient souvent plus d'un mécanisme afin de légitimer la hiérarchie décisionnelle. Tandis qu'un mécanisme spécifique de légitimation peut être à même de résoudre plusieurs problèmes de légitimité à la fois, il pourrait échouer à atteindre le même objectif à certains moments, lorsque les participants en viennent à demander plus que ce que ce processus peut offrir. Des changements dans les critères de légitimation peuvent affecter significativement les décisions importantes des leaders, étant donné que le déclin de la légitimité entraîne fréquemment une démobilisation (Tilly et Tarrow 2015, p. 97-98). La multiplicité et la fluidité des mécanismes de légitimation et les manières dont elles interagissent avec les conditions changeantes du groupe sont importantes pour expliquer la croissance ou la dégénérescence d'un mouvement. Le MP est un cas intéressant pour explorer ce sujet car la plupart des choix stratégiques majeurs qui affectèrent le cours du mouvement étaient liés aux questions de légitimation.

Contexte de la recherche

Le MP, qui a duré 79 jours (du 28 septembre au 15 décembre 2014), a été le plus grand mouvement social dans l'histoire récente de Hong Kong. À l'origine, il s'agissait d'organiser un mouvement d'occupation (nommé « Occupy Central ») dans le quartier de Central pour une période de temps relativement courte ; néanmoins, de façon inattendue, le mouvement se transforma en une initiative d'occupation portant sur trois sites (Admiralty, Causeway Bay et Mongkok) après que des officiers de police tirèrent 87 grenades de gaz lacrymogène sur les manifestants (Tang 2015). La transformation brusque d'Occupy Central en MP soulève trois questions importantes : (1) Qui en étaient les leaders et qui représentaient-ils ? (2) Comment ce changement soudain a-t-il remis en question la légitimité des leaders et affecté leurs décisions ? (3) Quels étaient les mécanismes de légitimation adoptés par la coalition de leaders et comment ont-ils influencé le mouvement ? Cet article contribue à la littérature existante en apportant une enquête plus nuancée sur le processus de prise de décision du leadership du MP à partir de la perspective de la légitimité. Ci-après, nous expliquons plusieurs des thèmes majeurs identifiés dans les études consacrées au MP, ainsi que nos contributions potentielles.

Un premier courant de la recherche sur le MP examine la mobilisation en termes de contingences structurelles et historiques des protestations à Hong Kong. La politique de l'identité est l'un des éléments sur lesquels se focalise particulièrement cette tendance (Rühlig 2016, p. 62). Les activistes considèrent que le gouvernement de Pékin a échoué à remplir sa promesse de mettre en place le suffrage universel (Davis 2015 ; Veg 2015) et que le manque de préparation de Hong Kong pour l'intégration régionale a donné naissance depuis 2009 à un sentiment anti-Chine continentale (Lui 2015). La concentration du pouvoir politique et du capital économique entre les mains de grandes entreprises et d'hommes politiques *pro-establishment* a eu pour résultat non seulement des inégalités sociales mais aussi une accumulation de griefs chez les citoyens contre l'influence de la Chine continentale et les inégalités sociales (Hui et Lau 2015 ; Ortman 2015). Ces études situent la mobilisation du MP au sein du contexte historique de Hong Kong et de la formation de son identité. Outre la politique de l'identité, cette tendance dans la littérature a mis en évidence le fait que les répertoires d'action du MP ont été conditionnés par des événements antérieurs (Cheng 2016, p. 384). Par exemple, les cadres discursifs du MP ont été en

partie façonnés par les « vétérans de Tiananmen » (c'est-à-dire « Occupy Central with Love and Peace », OCLP) et leur peur des répressions violentes (Lagerkvist et Rühlig 2016). La campagne de désobéissance civile de OCLP a aidé l'occupation à gagner une légitimité auprès du public (Lee 2015). Le mouvement « contre l'éducation morale et patriotique » organisé par Scholarism en 2012 a aussi cultivé les sentiments anti-gouvernement chinois et fourni au MP des ressources tactiques et discursives (Wang 2017). Cette littérature fournit un précieux aperçu des conditions structurelles qui ont rendu possible la mobilisation du MP et ses stratégies de protestation, mais les ont également restreintes. Pourtant, comme l'affirment Cheng et Chan (2017, p. 224), il faut examiner davantage comment et pourquoi le mouvement a évolué au cours du temps, en se focalisant sur les événements contingents et leurs interactions avec la structure existante. Cet article se rattache à ces éléments en démontrant comment une série de crises de légitimité ont entraîné différents mécanismes de légitimation à différents moments. Plus important encore, cet article cherche à expliquer les contraintes internes qui affectent l'agenda des leaders de mouvements.

Un deuxième courant de la littérature a exploré la nature spontanée du mouvement en observant les événements contingents (Cheng et Chan 2017) et les pratiques d'occupation des différents groupes composant le MP. La spontanéité du mouvement a fourni aux manifestants un espace leur permettant de créer des cadres d'action personnels (Veg 2016), d'exprimer une forme ludique de protestation (Gan 2017) et de conduire un mouvement « sans leader » (Lin et Liu 2016). Cependant, les leaders existaient bien et ils ont rempli des fonctions de mobilisation et de cadrage au sein du MP (Cai 2017, p. 11-12 ; Cheng et Chan 2017, p. 223). Wong (2015) et Chan (2015) ont mis en évidence l'intensification des conflits inter-groupes au cours du MP et Cheng et Chan (2017) ont trouvé un manque de consensus quant à savoir qui était le leader légitime. Néanmoins, ces études n'ont en général pas suffisamment rendu compte des raisons expliquant comment et pourquoi la légitimité du mouvement s'est transformée au cours du temps. L'étude par Lee (2016) de la construction de l'opinion publique dans le discours des journaux constitue une exception. Ainsi, celui-ci avance que l'opinion publique pourrait bien avoir affecté les décisions prises par les leaders du mouvement, particulièrement parce que « l'image d'un public favorable à un retrait du mouvement a constitué un argument contre l'escalade des actions » (Lee 2016, p. 605). Cet article contribue à la compréhension de comment et pourquoi les leaders du MP ont échoué à maintenir la légitimité du mouvement au cours du temps.

Un troisième objet d'attention dans la littérature est l'« émergence d'une nouvelle sphère digitale contre-publique » (Rühlig 2016, p. 62). L'essor des médias en ligne a rendu possible une forme cruciale de mobilisation dans le MP — c'est-à-dire, une action connectée apparemment « sans leader » (Lee, So et Leung 2015) — en permettant à des individus de faire circuler des informations alternatives sur le mouvement en dehors des médias d'information traditionnels et d'utiliser leurs réseaux sociaux hautement personnalisés pour la mobilisation politique (Lee et Chan 2016). Les manifestants ont développé des usages créatifs des médias afin de faciliter la mobilisation (Lee et Ting 2015 ; Lin 2017), construire des identités, et exprimer des émotions (Rühlig 2016 ; Veg 2016). Tandis que ce courant de la littérature montre que des individus ont participé chacun à sa manière au MP, le présent article vise à accroître la compréhension de la manière dont les leaders aussi bien que les manifestants ont joué des rôles importants qui ont façonné le cours et l'issue du mouvement. Pour ce faire, il se concentre sur la tentative des leaders de prendre en compte les visions très per-

Tableau 1 – Informations relatives aux personnes interviewées

Personne interviewée	Rôle au sein du mouvement des parapluies	Date de l'entretien
P1	Un leader « passerelle » responsable de l'équipe d'occupation du site d'Admiralty et ayant facilité la coordination entre la coalition de leaders et les OSC.	21 août 2015
P2	Un membre central de la coalition de leaders qui a participé au processus de prise de décision.	7 septembre 2015
P3	Un membre central de la coalition de leaders qui a participé au processus de prise de décision et aidé à concevoir les campagnes du mouvement.	9 septembre 2015
P4	Un leader « passerelle » responsable du soutien logistique sur le site occupé d'Admiralty et du fonctionnement de la « grande estrade ».	10 septembre 2015
P5	Un leader « passerelle » responsable de l'organisation des bénévoles, du soutien logistique sur le site occupé d'Admiralty et ayant facilité la coordination entre la coalition de leaders et les OSC.	10 septembre 2015
P6	Un membre central de la coalition de leaders qui a participé au processus de prise de décision.	21 avril 2016

Les entretiens avec les cinq premières personnes (P1 à P5) ont été conduits sur le campus de l'Université chinoise de Hong Kong. L'entretien avec P6 a été effectué sur le campus de l'Université de Hong Kong.

sonnalisées que les manifestants avaient du mouvement dans leurs processus de prise de décision.

Méthode et données

Cette étude s'appuie sur (1) des entretiens semi-directifs menés avec les principaux leaders du MP, (2) des éléments disponibles sur les sites Internet et pages Facebook des organisations concernées et (3) les reportages et commentaires portant sur le MP disponibles sur WiseNews.

Nous avons conduit six entretiens semi-directifs approfondis avec des activistes majeurs issus de OCLP, de la Hong Kong Federation of Students (HKFS) et des principales organisations de la société civile (OSC) en 2015 et 2016. Les personnes interviewées ont accompli divers travaux et tenu plusieurs rôles liés à la direction du mouvement, qui sont listés dans le tableau 1. Trois d'entre elles étaient des membres centraux de la coalition de leaders du mouvement et ont pris part au processus de prise de décision ; trois autres ont été des leaders « passerelles » qui ont établi des liens entre la coalition de leaders et les manifestants ordinaires (Robnett 1996) ; elles ont effectué des tâches « de connexion » telles que disséminer des messages depuis la coalition de leaders jusqu'aux manifestants de la base. Parmi ces trois leaders « passerelles », l'un d'eux était aussi responsable de la coordination des piquets ; les deux autres de la logistique approvisionnant quotidiennement les sites d'occupation. Nous avons demandé aux personnes interrogées quelles étaient leurs perspectives sur le mouvement, les luttes auxquelles elles avaient dû faire face et les logiques sous-tendant les décisions qu'elles ont prises. Nous avons acquis leur consentement informé. Afin de protéger leurs identités, chacune d'entre elles sera nommée dans le présent texte avec un numéro (P1 à P6). Tous les entretiens ont été conduits sur le campus de l'Université chinoise de Hong Kong, excepté l'interview avec P6, conduite à l'Université de Hong Kong (HKU). La durée des entretiens est comprise entre 45 et 80 minutes. Nous nous sommes aussi appuyés sur des données issues des sites et pages Facebook de OCLP, de la HKFS et de Scholarism afin de cartographier les contextes des différents mécanismes de légitimation. Les articles de presse et commentaires pertinents ont été tirés de recherches par mots-clés (par exemple « le leadership dans le MP » [*leadership in the UM*]). Ces matériaux journalistiques ont été utilisés afin d'identifier les décisions principales et les dynamiques potentielles de la coalition de leaders. Ces sources de données nous ont aidés à trianguler nos conclusions (Maxwell 2013) et à produire une image plus riche du MP.

Nous employons l'approche centrée sur les événements de Sewell (1996) afin d'analyser l'évolution des mécanismes de légitimation au sein du MP. Comme le suggère Sewell (1996, p. 843), les événements sont des « successions d'occurrences qui aboutissent à des transformations des structures » plutôt que des incidents. De telles successions peuvent débuter par la rupture d'une pratique de routine, mais « la plupart des ruptures sont neutralisées et réabsorbées d'une façon ou d'une autre dans les structures préexistantes » (Sewell 1996, p. 843). Une occurrence devient un événement lorsqu'elle peut transformer de façon significative les structures et processus existants en « *perturbant, altérant ou violant les suppositions considérées comme allant de soi, et qui gouvernent les relations politiques et sociales de routine* » (McAdam et Sewell 2001, p. 110 ; emphase dans le texte d'origine) dans un mouvement social. La façon dont les acteurs politiques interprètent et répondent stratégiquement à un événement antérieur peut influencer les événements ultérieurs (Lee et Chan 2011, p. 8). Par conséquent, les mouvements sociaux peuvent être considérés « dépendants du sentier » (*path-dependent*), en tant que successions d'événements aux contours précis. Cette approche est utile pour analyser comment des événements contingents spécifiques (1) forment la structure et le « sentier » sous-jacents de l'action collective (Cheng 2016, p. 384) et (2) entraînent l'escalade et la désescalade des conflits au cours du temps (McAdam et Sewell 2001, p. 122-125).

Nous analysons les événements contingents en nous penchant sur comment le leadership du MP les a interprétés et a pris des décisions quant aux mécanismes de légitimation à des moments précis. Ces événements ont été identifiés pour deux raisons : tout d'abord, les personnes interviewées les ont soulignés comme étant des sources importantes de crises de légitimité dans le MP, et deuxièmement ces événements ont déclenché des réponses stratégiques de la part des leaders du mouvement et altéré les mécanismes de légitimation. Nous avons continuellement alterné entre le rassemblement et l'analyse des données (Glaser et Strauss 1967, p. 102). Ce processus itératif de recherche nous a permis d'exploiter des thèmes émergents dans des entretiens ultérieurs et nous a ainsi aidés à constamment affiner notre recherche théorique et empirique, et à intégrer ces deux aspects l'un dans l'autre.

Mécanismes de légitimation dans le mouvement « Occupy Central »

Nous expliquons tout d'abord les mécanismes de légitimation dans le mouvement OC à travers lesquels certaines conceptions de la légitimité fu-

rent formulées. Les antécédents sont discutés afin de situer les contraintes organisationnelles conditionnant les événements ultérieurs. OC était le précurseur du MP. Il s'agissait d'une action collective planifiée et centralisée avant laquelle le public n'avait qu'une compréhension limitée de la notion de désobéissance civile (Lee 2015, p. 394). La légitimité est d'une très grande importance pour promouvoir des politiques conflictuelles ; spécifiquement, OCLP a dû justifier que sa « tactique [était] juste et correcte — du point de vue de ceux qui [allaient] l'accomplir » et que sa légitimité était gagnée « auprès des autres » (Biggs 2013, p. 409).

Nous n'avons peut-être pas usé directement du terme [de légitimité], mais c'était en effet l'une de nos considérations. Dès le tout début, nous [les leaders de OC] avons produit une profession de foi, qui comprenait un schéma détaillant comment nous allions organiser le mouvement ; tout cela était de grands principes [...]. Néanmoins, s'agissant des détails de l'organisation de l'occupation, nous avons essayé de rendre le processus de prise de décision aussi transparent et inclusif que possible ; nous ne voulions pas être les seuls preneurs de décisions. Le souci de la légitimité en était la raison principale : un processus de prise de décision inclusif et transparent tend à gagner davantage de légitimité.⁽⁴⁾

Benny Tai fut le premier à introduire le concept de désobéissance civile auprès du public en 2013 (Tai 2013). Il a par la suite fondé OCLP aux côtés de Kin-Man Chan et Yiu-Ming Chu, afin de soutenir cette idée ainsi que des actions collectives pertinentes. OCLP a mis l'accent sur l'aspect strictement non-violent du mouvement, le but étant d'éveiller la conscience politique du public et à terme de générer une pression du public en faveur d'une réelle démocratie. Inévitablement, la campagne se devait d'aborder la question de la culture de protestation « pacifique », qui depuis longtemps a cours dans le territoire (Lee 2015, p. 396-397). Les trois « jours de délibération » (*D-Days* 1, 2 et 3), les deux « référendums civiques » et d'autres campagnes servirent de « procédure démocratique transparente » afin de légitimer l'action collective en permettant aux participants de discuter de la position et des stratégies du mouvement (Chan 2015, p. 2-3). Durant les *D-Days*, OCLP invita des membres importants des partis pan-démocrates et des OSC afin de débattre des principes de l'occupation. À l'aide d'invitations adressées par téléphone à un échantillon de personnes choisi au hasard, ils invitèrent aussi le public à se joindre au premier *D-Day*. Cependant, seule une fraction réduite des citoyens invités (95) y participa. Ceux qui signèrent la « lettre d'intention », une promesse de déléguer les décisions collectives à OCLP, furent autorisés à voter pour trois propositions de mouvement, sur un total de plus de dix. Afin d'accroître la légitimité du mouvement auprès du public, les trois propositions furent incorporées dans un référendum public afin de déterminer le plan final.

Pourtant, ces mécanismes de légitimation n'offraient qu'un degré limité d'inclusion. Bien que la majorité de l'information portant sur les buts et les stratégies employées était transparente et que les « référendums civiques » offraient au public des opportunités pour approuver le mouvement, les individus devaient être en accord avec les trois convictions de base de OCLP pour pouvoir devenir membre. De plus, pendant les *D-Days*, le pouvoir de déterminer l'agenda était détenu exclusivement par les membres. Selon une personne interviewée issue de OCLP :

Nous étions en train de lancer un mouvement. Si vous êtes d'accord avec celui-ci, vous pouvez le rejoindre, et si vous êtes contre, vous

pouvez rester en-dehors du mouvement. Personne n'a forcé qui que ce soit à le rejoindre.⁽⁵⁾

OCLP envisageait de lancer le mouvement d'occupation à Central, le principal quartier d'affaires, le 1^{er} octobre 2014, et il avait été demandé à tous les participants d'obéir au *Manuel de Désobéissance* (OCLP 2014). L'occupation n'était censée durer que quelques jours avant l'étape des arrestations pacifiques et volontaires. Dans le projet originel, OCLP était le seul leader, les OSC et les associations étudiantes ne jouant qu'un rôle secondaire. Bien qu'un comité de coordination existât, l'exclusivité du pouvoir de décision revenait à OCLP⁽⁶⁾. Une hiérarchie *top-down* devait permettre de réduire les conflits inter-organisation potentiels.

À ce stade, les *D-Days* et les référendums civiques étaient considérés comme produisant du consensus et favorisant la légitimation démocratique. Par le biais des délibérations, OCLP pensait acquérir un consensus et une légitimité chez ses membres, et à travers les référendums civiques il aspirait à gagner un soutien public sans pour autant avoir à concéder aux non-membres un pouvoir d'agenda. La structure pyramidale (*top-down*) de l'organisation était justifiée par ses nécessités fonctionnelles, soutenant et coordonnant le plan qui avait été convenu.

Crises de légitimité et mécanismes de légitimation dans le mouvement des parapluies

Comme l'a déclaré l'une des personnes interviewées : « lorsque le MP est survenu, il n'a pas suivi le scénario prévu par OCLP »⁽⁷⁾. Au lieu de cela, suivant une imagination plus proactive en termes de désobéissance civile (Chan 2015 ; Wong 2015), les organisations étudiantes prirent d'assaut Civic Square à Admiralty le 26 septembre 2014. Cet événement n'était pas prévu dans le scénario de OC et il contraignit les trois leaders de OCLP à lancer le mouvement OC à l'improviste le 28 septembre (Cai 2017, p. 47-48). La manifestation se transforma rapidement en une occupation de grande ampleur de trois lieux : Admiralty, Mongkok et Causeway Bay.

Ce développement sans précédent altéra la compréhension de la direction du mouvement. Bien qu'OCLP était perçu à l'origine comme l'unique leader légitime, la majorité des participants n'étaient pas mobilisés par OCLP, selon des enquêtes menées sur les sites occupés en octobre (Cheng et Chan 2017, p. 225-229 ; Chan et Lee 2014). Une étude effectuée sur place par Cheng et Chan (2017) a montré que seulement 17,7 % des participants considéraient OCLP comme le leader légitime, tandis que 56,5 % voyaient la HKFS comme un leader légitime du mouvement (Cheng et Chan 2017, p. 225)⁽⁸⁾. Ces changements dans la mise en place et la chronologie du mouvement avaient engendré des incertitudes et délégitimé l'autorité de OCLP.

Les paragraphes suivants explorent comment les façons avec lesquelles la direction du MP a articulé différentes revendications de légitimité sur plusieurs événements ont révélé de potentielles perturbations dans la croyance

4. Interview avec P6, 21 avril 2016

5. Interview avec P6, 21 avril 2016.

6. Interview avec P1, 21 août 2015.

7. Interview avec P6, 21 avril 2016.

8. Outre OCLP et la HKFS, 29 % des personnes ayant répondu à l'enquête considéraient qu'une autre organisation étudiante, Scholarism, était le leader légitime, et 34,7 % estimaient que le mouvement n'avait pas de leaders.

des participants aux prétentions du mouvement à la légitimité à chacune des différentes étapes.

Mécanisme de légitimation 1 : la « plateforme à cinq parties » (Five-Party Platform)

La dé-légitimation du leadership de OCLP a commencé lorsque celui-ci déclara qu'il lancerait le mouvement OC le 28 septembre. Plusieurs manifestants critiquèrent durement ce « détournement » de la grève étudiante par OCLP. Certains exigèrent même de la direction que celle-ci clarifie la situation en précisant que l'occupation étudiante n'avait rien à voir avec OC⁽⁹⁾. Des citoyens quittèrent Civic Square en guise de protestation contre OCLP. Ce défi lancé par la base à la légitimité du leadership de OCLP était inattendu car les leaders de OCLP considéraient l'annonce précoce de OC comme un moyen d'activer formellement des ressources en soutien à l'action des étudiants, et non comme une tentative d'en prendre le contrôle. En réponse à cette crise, des membres de la HKFS, qui avaient la responsabilité des prises de parole sur la « grande estrade » (*Big Stage*)⁽¹⁰⁾, tentèrent de rassembler à nouveau les protestataires en attirant l'attention sur les valeurs et les visions du mouvement⁽¹¹⁾. Finalement, OCLP renonça à assumer seule le leadership, effectuant une transition vers un rôle d'assistant dans lequel elle « gérait les sites occupés et offrait des suggestions faisant l'objet d'une prise de décision par les étudiants. »⁽¹²⁾

Suite à ces événements inattendus, la direction du mouvement se déplaça de OCLP à la HKFS et à Scholarism. Ces résultats étaient conditionnés par les événements précédents (Cheng 2016). À cause de la campagne pour OC, OCLP était toujours responsable de la mobilisation des ressources humaines et financières. Des membres des OSC ainsi que des bénévoles considéraient toujours OCLP comme le leader originel légitime du mouvement. Par conséquent, les leaders étudiants devaient tenir compte de la voix de OCLP dans leurs processus de prise de décision. L'implication croissante des OSC et des partis pan-démocrates à partir de la deuxième semaine du mouvement compliqua encore davantage la situation. Tant la HKFS que OCLP reconnurent le besoin d'établir un mécanisme de prise de décision légitime afin de régler les questions de la représentativité, de la coopération et des conflits entre groupes dans le cadre d'une occupation de long terme. Ensemble, la HKFS, Scholarism, OCLP, les OSC et les partis pan-démocrates⁽¹³⁾ formèrent la « plateforme à cinq parties » (*Five-Party Platform*, que nous appellerons désormais la plateforme) en octobre :

Durant les premiers jours, nous [OCLP, les OSC et les partis pan-démocrates] nous sommes efforcés de nous adapter aux décisions des étudiants. Néanmoins, les représentants étudiants devaient fréquemment retourner discuter auprès des membres de leur commission permanente de ce sur quoi nous nous étions accordés. Parfois, en raison d'une désapprobation par ces mêmes membres, nous devons annuler l'accord mutuel précédent et lancer à nouveaux des discussions. Cela a généré un très grand problème dans notre processus de prise de décision [...]. Pourtant, à partir de la deuxième semaine du mouvement, la plupart des OSC avaient pris part à l'occupation, tandis que les partis et députés pan-démocrates avaient rejoint la plateforme. Les étudiants ne [pouvaient] plus être les seuls preneurs de décisions du mouvement. Nous devons mettre sur pied une plateforme afin de coordonner la prise de décisions entre les différentes composantes.⁽¹⁴⁾

La plateforme a été conçue pour faciliter la collaboration entre organisations, dans l'espoir qu'une meilleure communication confère davantage de légitimité à leurs décisions. Théoriquement, la plateforme devait donc aider à légitimer des décisions importantes chez les principaux groupes et partisans ; néanmoins, elle échoua à fonctionner efficacement comme mécanisme de prise de décision. Tout d'abord, la plateforme n'avait pas de pouvoir d'obligation et les groupes n'étaient pas forcés d'obéir à ses décisions ou accords⁽¹⁵⁾. Contrairement aux supra-organisations, telles que les « fédérations » et les « alliances » traitées par Zald et McCarthy (1980, p. 14-15), la plateforme n'exigeait pas des acteurs politiques que ceux-ci renoncent à leurs droits discrétionnaires ; elle n'attribuait pas non plus le pouvoir à un acteur en particulier. Au lieu de cela, les différentes organisations participantes ne considéraient la plateforme que comme un mécanisme permettant de coordonner le soutien logistique et d'informer les autres organisations de leurs propres décisions, négligeant en grande partie les fonctions de construction du consensus et de délibération théoriquement dévolues à la plateforme⁽¹⁶⁾.

Ensuite, la plateforme échoua à faciliter une confiance mutuelle⁽¹⁷⁾. Les organisations avaient différentes visions de la population qu'elles représentaient et ces différences se transformèrent en désaccords quant aux moyens les plus efficaces d'atteindre les objectifs du mouvement. OCLP considérait les manifestants et le public comme des groupes d'égale importance ; ainsi, cette organisation insista sur le principe de stricte non-violence comme condition nécessaire pour éviter une antipathie du public à l'égard du mouvement. Les partis pan-démocrates partageaient la même conception au sujet de ces groupes, mais pensaient qu'une occupation de longue durée causerait inévitablement un rejet de la part du public ; c'est pourquoi ils recommandèrent que le mouvement effectue une transition vers d'autres formes de « mouvements non-coopératifs »⁽¹⁸⁾. Ils tentèrent de trouver un équilibre entre la légitimité aux yeux du public et celle auprès des participants. Cela contraste avec la HKFS et Scholarism, qui faisaient preuve d'une imagination plus proactive pour le mouvement. Comme nous allons le voir, concernant le « vote sur les sites occupés », la conception qu'avaient les étudiants du « corps électoral » penchait lourdement vers les participants. Dans une plateforme où les mécanismes de décisions s'avèrent contraignants, les groupes peuvent avoir davantage d'incitations à convaincre et négocier avec le bord opposé ; cependant, en l'absence d'un tel mécanisme, la plateforme devint un simple lieu dédié à exposer les différends. La tension commença à s'intensifier à la fin du mois d'octobre, lorsque les sondages d'opinion indiquèrent un déclin du soutien général au MP (Lee 2016, p. 600).

Troisièmement, la structure de « consensus universel » interne à la HKFS posait d'importantes difficultés. La HKFS était une organisation étudiante

9. « Students Accuse Occupy Central of Hijacking Their Protest », *South China Morning Post*, 29 septembre 2014.
10. La « grande estrade » se trouvait sur le site d'occupation d'Admiralty. Elle était utilisée par les leaders du mouvement pour diffuser des messages aux participants.
11. Interviews avec P3 et P4, 9 et 10 septembre 2015.
12. Interview avec P6, 21 avril 2016.
13. Ci-après, les cinq groupes sont nommés « la coalition de leaders ».
14. Interview avec P6, 21 avril 2016.
15. Interviews avec P1 et P2, 21 août et 7 septembre 2015, et avec P6, 21 avril 2016.
16. « [Hou yusan yantaohui] Huang Zhifeng: Xu jiantao ruhe naru bentupai ji su ren yijian » ([Séminaire post-Mouvement des parapluies] Joshua Wong : Nous devons étudier comment prendre en considération les opinions des localistes et du peuple ordinaire), *Independent Media*, 3 septembre 2015, www.inmediak.net/node/1037170 (consulté le 25 mai 2017).
17. Interviews avec P1 et P2, 21 août et 7 septembre 2015, et avec P6, 21 avril 2016.
18. Interview avec P6, 21 avril 2016.

Tableau 2 – Chronologie du « vote dans les zones occupées »

Date	Évènements
24 octobre 2014	La « plateforme à cinq parties » annonce qu'un « vote dans les zones occupées » va se tenir le 26 octobre afin de laisser les partisans du MP exprimer leur opinion au sujet des deux propositions faites par le gouvernement.
25 octobre 2014	La « plateforme à cinq parties » change les termes des deux motions afin d'être plus progressiste et étend le vote afin d'inclure l'intégralité des zones occupées d'Admiralty, Mongkok et Causeway Bay. Est allongé également la période de vote jusqu'au 27 octobre. • <i>Critère de vote</i> : les votants doivent confirmer qu'ils comprennent le contenu des deux motions et qu'ils soutiennent le mouvement des parapluies.
26 octobre 2014	La « plateforme à cinq parties » annonce l'annulation du « vote dans les zones occupées ».

Source : Synthèse par les auteurs des actualités publiées dans le *Apple Daily* et le *MingPao*, ainsi que sur le site d'OCLP.

formée par les syndicats étudiants des huit institutions hongkongaises d'enseignement supérieur. Selon les règles de cette organisation, toute décision devait faire l'objet d'un consensus de tous les syndicats étudiants membres ; ainsi, ses représentants au sein de la plateforme n'étaient pas autorisés à parvenir à une décision finale au nom de leur organisation sans en avoir discuté avec les autres groupes.

La plateforme n'offrant pas aux protestataires de canaux directs de participation, ces derniers devaient compter sur les organisations qu'ils soutenaient pour relayer leurs doléances. Néanmoins, ces organisations n'avaient généralement pas de mécanismes formels pour collecter les opinions de leurs partisans.

Mécanisme de légitimation 2 : le vote sur les sites occupés

Comment peut-on légitimer nos décisions sur les sites d'occupation ? [...] Même la « plateforme à cinq parties » avait une capacité d'inclusion et une légitimité insuffisantes. [...] Puis, nous sommes parvenus à l'idée qu'un référendum pourrait être la meilleure solution. C'est-à-dire que tous les participants pourraient revenir sur les sites d'occupation et voter pour la décision de leur choix. [...] Le référendum était censé résoudre le problème de la légitimité⁽¹⁹⁾.

Le « vote sur les sites occupés » est considéré comme un autre événement contingent entraînant une crise de légitimité au sein du MP. Ce mécanisme de légitimation était pensé comme une procédure démocratique donnant plus de pouvoir au public pro-démocratie et aux participants du mouvement. Alex Chow a clairement expliqué que la logique sous-jacente à ce vote était d'obtenir du public une approbation pour l'occupation⁽²⁰⁾. La coalition de leaders tenta donc de revendiquer sa légitimité en transformant les participants du mouvement et le public en preneurs de décisions.

Le 24 octobre 2014, la coalition de leaders annonça que le vote aurait lieu le 26 octobre sur le site occupé d'Admiralty (voir tableau 2). Les manifestants se sont cependant montrés en désaccord avec les motions présentées et la fixation de l'agenda. Ils dénoncèrent un vote « centré sur Admiralty » qui isolait les deux autres sites. Ils craignaient également que des groupes anti-MP ne prennent le contrôle du mouvement, car aucune disposition ne permettait de distinguer les participants authentiques des non-participants. Pour les manifestants, ce vote n'était qu'un moyen pour les leaders d'obtenir des excuses légitimes pour mettre un terme au mouvement. En réponse à cette défiance, la coalition à la tête du mouvement révisa les termes des motions, étendit le vote afin d'inclure les autres sites d'occupation, allongea

la période de vote et promit que le vote n'avait pas pour fin de mettre un terme au mouvement. Malgré cela, ces amendements ne parvinrent pas à satisfaire les protestataires. Le 26 octobre, la plateforme décida d'annuler le vote.

Les négociations portant sur le vote sur les sites occupés constituaient l'un des principaux conflits entre OCLP et les organisations étudiantes. Comme l'a mentionné un interviewé issu d'OCLP, toutes les parties prenantes de la plateforme étaient initialement parvenues à un consensus quant à la nécessité d'un vote ; néanmoins, peu après l'annonce de ce vote, des représentants de la HKFS affirmèrent qu'il n'avait pas été approuvé par leurs membres⁽²¹⁾. OCLP et les partis pan-démocrates considéraient que l'existence d'un « mécanisme de retrait [était] une nécessité en raison du déclin de la sympathie du public pour le mouvement »⁽²²⁾, tandis que la HKFS souhaitait une occupation prolongée, ce qui pour eux correspondait au désir des participants⁽²³⁾. Le conflit peut être compris comme suit : OCLP avait une vision plus inclusive du « corps électoral », suggérant que tous les citoyens soutenant le mouvement pourraient exprimer leur vote afin de décider de l'avenir du mouvement, alors que la HKFS conférait davantage de valeur aux opinions des participants qu'à celles du public. Cette différence de point de vue reflète deux questions importantes auxquelles tous les mouvements sociaux de grande ampleur sont confrontés : qui est le peuple ? Quelles voix doivent compter ? Cette division, l'une des principales entre les deux groupes, découlait de leurs vues respectives sur les limites de l'autorité des leaders. Un membre-clé de OCLP a ainsi dit :

Ces [preneurs de décisions] qui s'opposent au référendum refusent de rendre le pouvoir de décision aux participants. Un référendum était inévitablement un moyen de rendre ce pouvoir aux participants. S'il y avait eu une procédure de vote démocratique chaque participant aurait eu le droit de décider si l'occupation devait prendre fin ou non. *Je crois, partant de la perspective des participants, qu'il n'était pas de notre ressort à nous, les principaux organisateurs du mouvement, de prendre une décision aussi importante. Il était raisonnable qu'ils mettent en question notre légitimité à prendre une décision d'une telle importance.*⁽²⁴⁾

19. Interview avec P6, 21 avril 2016.

20. « Zhou Yongkang: Weilai bixu quan Gang toupiao » (Alex Chow : À l'avenir tous les Hongkongais doivent voter), *Ming Pao*, 25 octobre 2014.

21. Interview avec P6, 21 avril 2016.

22. Interview avec P6, 21 avril 2016.

23. Interviews avec P2 et P3, 7 et 9 septembre 2015.

24. Interview avec P6, 21 avril 2016 ; emphase ajoutée.

Tableau 3 – Principaux événements relatifs à la remise en question de la « grande estrade » par les manifestants

Date	Événements
8 novembre 2014	Un manifestant affirme que la « grande estrade » (incluant le chef du piquet, Kwok) l'a empêché d'exprimer publiquement ses opinions.
9 novembre 2014	La « grande estrade » d'Admiralty est ouverte aux manifestants pour qu'ils puissent exprimer publiquement leurs opinions.
18 novembre 2014	Un groupe de participants organise une manifestation plus radicale pour occuper le bâtiment du LegCo ; cependant, certains d'entre eux affirment que la « grande estrade » ne les y a pas autorisés.
21 novembre 2014	Une centaine de manifestants dénonce les leaders étudiants et OCLP, appelant à une dissolution des piquets.
24 novembre 2014	Des manifestants critiquent les piquets d'Admiralty.
30 novembre 2014	La HKFS organise une manifestation plus radicale, qui est une tentative d'occuper le complexe gouvernemental.
1er décembre 2014	Kam-mun Cheng demande à la HKFS et à Scholarism de mener un dialogue ouvert avec lui. L'équipe de la « grande estrade » tente d'arrêter son discours, ce qui conduit à des conflits entre manifestants.

Source : Synthèse par les auteurs des actualités publiées dans le *Apple Daily* et sur la page Facebook de Scholarism.

Certains membres de la HKFS pensaient à l'inverse que le vote était un mécanisme de retrait inefficace et considéraient que la solidarité entre participants était plus importante que la légitimité démocratique et publique :

En imaginant que le résultat du vote ait été une majorité en faveur du retrait des sites d'occupation, que ce serait-il passé si certains participants avaient refusé de respecter le résultat et décidé de rester sur les sites d'occupation ? Bien entendu, ceux qui auraient voté pour un retrait auraient pu partir, mais qui aurait pris soin de ceux qui auraient décidé de rester sur place ? Parfois, une procédure démocratique peut ne pas être la meilleure solution à une controverse.⁽²⁵⁾

L'évènement a mis en évidence le fait que les leaders étaient contraints de façon significative par des défis de légitimité émanant de la base. L'incapacité de la coalition de leaders à résoudre les conflits de légitimité déjà grandissants soulevés par les participants a été un facteur important conduisant OCLP à proposer le vote. Les débats houleux portant sur la durée et la légitimité de l'occupation eurent aussi pour conséquence une division préjudiciable au sein de la coalition de leaders. Cette crise de légitimité n'affecta pas seulement les relations entre leaders et participants, mais aussi celles entre les leaders eux-mêmes.

Mécanisme de légitimation 3 : ouvrir la « grande estrade » et les mini-forums sur les sites d'occupation

Bien que la quête d'une légitimité démocratique directe ait été un échec, la coalition de leaders comprit que des stratégies alternatives étaient nécessaires afin de calmer la colère des participants. À cette fin, ils ouvrirent la « grande estrade » et organisèrent des discussions sous forme de mini-forums sur chacun des sites occupés. Le tableau 3 est une liste des principaux événements liés aux remises en question de la « grande estrade » par les participants.

Les manifestants de Mongkok raillèrent la légitimité des leaders du MP avec le slogan « Vous [les leaders] ne me représentez pas ». Même si le fait que les manifestants d'Admiralty adhéraient davantage au leadership était connu, un interviewé issu de l'équipe du piquet nous a informé que même sur ce site, l'autorité des piquets avait été de plus en plus contestées par les participants depuis octobre⁽²⁶⁾. OCLP et la HKFS tentèrent à maintes reprises de justifier l'équipe du piquet par sa nécessité fonctionnelle ; néan-

moins la chute de légitimité de celle-ci atteignit un seuil critique le 8 novembre, lorsque Jack Lee (2014), un manifestant et étudiant de HKU, proclama que les piquets lui interdisaient de prendre la parole sur la « grande estrade » car il pourrait « menacer le leadership » en exprimant sa conviction selon laquelle la résistance violente était nécessaire pour forcer l'autorité politique à faire des concessions. Bien que Joshua Wong ait vite clarifié la situation, expliquant que les leaders du mouvement faisaient bon accueil aux dialogues transparents, l'indignation environnant la « grande estrade » était déjà profondément enracinée chez les différentes communautés de manifestants.

L'évènement du 8 novembre créa des ruptures dans la structure relativement hiérarchique (*top-down*) de la direction du mouvement, obligeant celle-ci à développer une réponse stratégique à l'attention des manifestants mécontents. Malgré des désaccords sur la stratégie à adopter, tous les membres de la coalition de leaders adhéraient au principe de non-violence. Comme il lui était impossible de satisfaire directement les demandes des manifestants radicaux, la coalition décida de leur ouvrir la « grande estrade » pour qu'ils puissent exprimer leurs opinions :

Vous devez leur donner l'opportunité de laisser libre cours à leurs émotions puisque nous avons observé que les manifestants avaient déjà remis en question la légitimité de la direction. Chez certains, la légitimité du leadership peut poser problème, mais leur principale source de mécontentement est l'absence de plateforme leur permettant d'exprimer leurs opinions et de laisser libre cours à leur colère. Ouvrir la « grande estrade » pouvait être un moyen efficace de résoudre un tel mécontentement. Si nous ne l'avions pas fait et que leur colère n'avait pu être atténuée, ils auraient à la fin complètement renversé la direction. Ainsi, octroyer une telle plateforme aux participants indignés était le meilleur moyen de maintenir le leadership.⁽²⁷⁾

Ouvrir la « grande estrade » créa un canal par le biais duquel les protestataires pouvaient soulager leur colère à l'endroit de la direction du mouvement. De nombreux manifestants pensaient qu'ainsi les leaders percevaient leurs opinions et les prendraient en considération. Cependant,

25. Interview avec P4, 10 septembre 2015.

26. Interview avec P1, 21 août 2015.

27. Interview avec P1, 21 août 2015.

Tableau 4 – Chronologie de la démission proposée des membres du LegCo et du référendum

Date	Évènements
25 octobre 2014	La HKFS propose de demander à cinq membres du LegCo de démissionner afin d'initier un « référendum dans les cinq districts ».
31 octobre 2014	La « plateforme à cinq parties » entame des discussions afin de décider si le référendum est la meilleure voie pour déterminer l'orientation future du MP.
3 novembre 2014	Joshua Wong écrit un article appelant au référendum.
6 novembre 2014	Le Democratic Party et le Civic Party s'inquiètent des coûts potentiels et de l'efficacité du « référendum dans les cinq districts ».

Source : Synthèse par les auteurs des actualités publiées dans le *Apple Daily* et le *MingPao*.

cette ouverture généra également une opportunité pour les radicaux de diffuser leur animosité à l'égard de la coalition à la tête du mouvement. Un tel évènement se produisit le 1^{er} décembre, lorsque Kam-mun Cheng, une figure importante de la communauté des manifestants radicaux, utilisa la « grande estrade » pour condamner la décision de la HKFS de prendre d'assaut le complexe gouvernemental. Pour les radicaux, l'issue du mouvement était un facteur vital pour décider dans quelle mesure la coalition de leaders pouvait les représenter. En conséquence, l'échec associé à la prise d'assaut du complexe gouvernemental accentua encore les tensions entre la coalition de leaders et les radicaux.

À partir de la mi-octobre, la HKFS et OCLP organisèrent aussi des discussions sous forme de « mini-forums » sur tous les sites occupés. Le principal but de ces discussions était de montrer que le mouvement n'était pas « sans leader » :

Les trois leaders de OCLP devaient rester sur les sites occupés. [...] Ils devaient être vus par les participants, tout comme Alex Chow et Lester Shum [les leaders de la HKFS] devaient être vus sur le site de Mongkok. [...] Depuis la mi-octobre, la HKFS avait établi un stand pour montrer qu'ils étaient présents sur le site d'occupation. ⁽²⁸⁾

La coalition de leaders chercha à utiliser la présence de leaders symboliques pour mettre en contact leaders et manifestants et permettre à ces derniers d'exprimer leurs positions et leur colère face aux leaders. Pourtant, bien que les mini-forums constituaient une autre source d'apport d'information, les leaders du mouvement ne les prirent pas au sérieux. Un certain nombre de personnes interviewées ont affirmé que les leaders avaient déjà bien compris les points de vue des participants ; il n'était donc pas nécessaire de bâtir un mécanisme de liaison afin de les inclure dans le processus de décision ⁽²⁹⁾.

Mécanisme de légitimation 4 : démission de membres du LegCo et référendum

À la suite de l'annonce du vote sur les sites occupés le 24 octobre, la HKFS fit une contre-proposition le 25 octobre, appelant à un référendum *de facto* par la démission des députés du LegCo pan-démocrates (voir tableau 4). La pression des organisations étudiantes en faveur de ce mécanisme censé accroître la légitimité publique du mouvement était due à l'échec de l'initiative du vote sur les sites occupés. Il ressortait des sondages et de reportages qu'à partir de la fin octobre la majorité des citoyens hongkongais étaient en faveur d'un retrait du MP (Lee 2016, p. 599-602). Plus tard, au début du mois de novembre, Alex Chow et Joshua Wong se rendirent compte et déclarèrent explicitement que le soutien du grand public était crucial pour la poursuite du mouvement ⁽³⁰⁾ (Wong 2014). Selon le droit hongkongais, la

démission d'un député entraîne une nouvelle élection dans le district de celui-ci. Un « référendum » est quant à lui suscité si au moins un député du camp pan-démocrate dans chacun des cinq districts électoraux démissionne. Étant donné que chaque citoyen aurait été au courant de la logique sous-tendant les démissions des députés, la réélection des candidats pan-démocrates aurait pu être vue comme une autorisation indirecte donnée au mouvement et à sa direction.

À l'inverse, pour OCLP et les partis pan-démocrates, le souci principal était que le référendum puisse fonctionner comme un mécanisme de retrait efficace. Les partis pan-démocrates, tels que le Democratic Party et le Civic Party, étaient inquiets des coûts potentiels du référendum. Particulièrement, s'ils échouaient à être réélus, le camp *pro-establishment* aurait suffisamment de sièges pour voter le projet de réforme électorale. Ainsi, ils mirent leur veto à cette proposition. Dans un entretien avec P2, il nous a été dit qu'Albert Ho avait consenti à démissionner pendant le MP ; cependant, les leaders étudiants n'étant pas d'accord pour utiliser le référendum afin de mettre fin au mouvement, la proposition fut finalement rejetée ⁽³¹⁾.

Conclusion

Cet article a montré que (1) la légitimité n'est pas une question tranchée, même dans le cas d'un mouvement à la participation volontaire et (2) les crises de légitimité peuvent affecter la coordination entre les groupes et la prise de décision au niveau des leaders de façon significative. D'après les quatre mécanismes de légitimation mentionnés ci-dessus, nous observons un processus de « démocratisation forcée ». Lorsque les participants commencent à exprimer des visions alternatives d'un mouvement, ils exigent des réponses de la part de leurs leaders. Ceux-ci doivent alors rechercher des moyens de gagner en légitimité pour résoudre ces pressions venant de la base. Très souvent, la solution comprend un processus de décision plus transparent et inclusif. Dans le cas du MP, lorsque le leadership a été confronté à de telles pressions, l'approche webérienne charismatique et fonctionnelle du mouvement a progressivement évolué en une approche de consensus, puis — lorsque ce changement échoua à atténuer les pressions de la base — en une approche démocratique.

Depuis le tout début, les leaders de OCLP avaient anticipé ce problème et avaient rendu OCLP extrêmement démocratique en employant à la fois les approches consensuelle et démocratique à presque chaque étape du processus de décision intra-groupe. Cependant, la brusque transformation de OC en MP a interrompu ce mécanisme. Lorsque le mouvement commença

28. Interview avec P2, 7 septembre 2015.

29. Interviews avec P2 et P4, 7 et 9 septembre 2015, et avec P6, 21 avril 2016.

30. « Zhou Yongkang: Bianxiang gongtou shequ zhankai zheng shimin zhichi » (Alex Chow : obtenir le soutien des citoyens hongkongais : lancer le referendum de facto), *MingPao*, 2 novembre 2014.

31. Interview avec P2, 7 septembre 2015.

à inclure des participants qui n'étaient pas des adhérents loyaux au programme d'OC, les leaders d'OCLP furent confrontés à une pression de la base pour re-légitimer leur direction. Ils tentèrent tout d'abord de créer une plateforme comprenant tous les principaux leaders. En employant des approches charismatique webérienne (c'est-à-dire reposant sur la pureté des leaders étudiants), fonctionnelle et consensuelle, ils espéraient incorporer aussi bien le capital politique que les perspectives des organisations étudiantes, des OSC et des partis pan-démocrates pour légitimer leur direction. Néanmoins les contraintes structurelles internes de la HKFS et les relations de méfiance entre les différentes composantes rendirent finalement la plateforme inefficace. Par conséquent, la revendication de légitimité de OCLP s'est soldée par un échec car son premier mécanisme de légitimation échoua à atteindre les critères tant fonctionnels que de consensus.

Avec une pression croissante de la base et des approches fonctionnelle et consensuelle inefficaces, OCLP et la HKFS décidèrent d'adopter une stratégie plus radicale : l'approche démocratique du « vote sur les sites d'occupation ». Les deux buts de cette initiative étaient d'assurer une représentativité et de consolider la légitimité de la direction du MP. Malheureusement, des désaccords sur qui devait compter comme « le peuple » ainsi que sur la balance entre solidarité et légitimité anéantirent finalement ces efforts. L'échec de l'établissement d'un mécanisme de démocratie directe produisit une indignation croissante chez les manifestants radicaux, qui commencèrent à viser les deux symboles du pouvoir dans le mouvement : l'équipe du piquet et la « grande estrade ». Les leaders furent contraints de « démocratiser » ces symboles dans un effort d'apaisement de la colère des protestataires et de dissimulation du processus de prise de décision derrière une façade inclusive. Pourtant, la décision d'ouvrir la « grande estrade » eut l'effet inverse, celle-ci étant convertie en un instrument permettant aux communautés radicales de répandre des messages anti-leadership qui réduisirent encore davantage sa légitimité. L'ultime tentative de la direction du mouvement d'acquiescer une légitimité en imposant un référendum par la démission des députés pan-démocrates échoua éga-

lement car les leaders étaient divisés en deux camps aux visions irréconciliables quant à l'objectif du référendum.

Au cours du MP, l'attention s'est déplacée de la grève contre le gouvernement aux conflits internes entre participants et leaders concernant la question de la légitimité. Les pressions de la base ne firent pas qu'obliger les leaders à adopter de nouvelles stratégies au sujet de l'encadrement et de l'organisation du mouvement. Elles exposèrent aussi leurs différences, entamant la base même d'une coordination efficace. Bien que les trois approches (charismatique webérienne, fonctionnelle et consensuelle) aient été mises en pratique, la remise en question de la légitimité de la direction ne prit pas fin. Les deux échecs à établir une réelle approche démocratique (vote sur le site d'occupation et vote au-delà du site) eurent des conséquences fatales pour la coordination entre sites occupés et la coopération entre leaders. Le cas du MP montre que partager un engagement lié aux mêmes injustices ne résout pas les désaccords sur les stratégies ou la direction. De plus, dans un mouvement inclusif de grande ampleur, une direction efficace et légitime ne peut être fondée sur des approches non-démocratiques. En résumé, cette analyse montre qu'il y a besoin d'une réflexion sérieuse sur des méthodes démocratiques possibles et réalisables dans les mouvements sociaux.

■ Traduit par Hugo Petit

■ Chi Kwok est doctorant en théorie politique à l'Université de Toronto.

Department of Political Science, University of Toronto, Sidney Smith Hall, Room 3018, 100 St. George Street, Toronto, ONM5S 3G3, Canada (chi.kwok@mail.utoronto.ca).

■ Ngai Keung Chan est doctorant en communication à l'Université Cornell. Department of Communication, Cornell University, 454 Mann Library Building, Ithaca, NY 14853, USA (nc478@cornell.edu).

Article reçu le 1er mars 2017. Accepté le 3 juillet 2017.

Bibliographie

AMINZADE, Ronald, Jack GOLDSTONE et Elizabeth PERRY. 2001. « Leadership Dynamics and Dynamics of Contention ». In Ronald Aminzade, Jack Goldstone, Doug McAdam, Elizabeth Perry, William Sewell, Sidney Tarrow et Charles Tilly (éds.), *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*. New York : Cambridge University Press. 126-54.

ANDREWS, Kenneth T., Kraig BEYERLEIN et Tureka TUCKER FARNUM. 2015. « The Legitimacy of Protest: Explaining White Southerners' Attitudes Toward the Civil Rights Movement ». *Social Forces* 94 : 1021-44.

CAI, Yongshun. 2017. *The Occupy Movement in Hong Kong: Sustaining Decentralized Protest*. New York : Routledge.

CHAN, Joseph Man et Francis Lap-fung LEE. 2014. « Zhanling yundong xin zuzhi xingtai chutan » (Recherches préliminaires sur les nouvelles formes organisationnelles du mouvement Occupy). *Ming Pao* (9 novembre).

CHAN, Kin-man. 2015. « Occupying Hong Kong: How Deliberation, Referendum and Civil Disobedience Played Out in the Umbrella Movement ». *International Journal on Human Rights* 12 (21) : 1-7.

CHENG, Edmund W. 2016. « Street Politics in a Hybrid Regime: The Diffusion of Political Activism in Post-colonial Hong Kong ». *The China Quarterly* 226 : 383-406.

CHENG, Edmund W. et Wai-Yin CHAN. 2017. « Explaining Spontaneous Occupation: Antecedents and Contingencies in the Making of the Umbrella Movement ». *Social Movement Studies* 16 : 222-39.

DAVIS, Michael C. 2015. « Hong Kong's Umbrella Movement: Beijing's Broken Promises ». *Journal of Democracy* 26 : 101-10.

DINH, Jessica, Robert LORD, William GARDNER, Jeremy MEUSER, Robert LIDEN et Jinyu HU. 2014. « Leadership Theory and Research in the New Millennium: Current Theoretical Trends and Changing Perspectives ». *The Leadership Quarterly* 25 : 36-62.

EARL, Jennifer. 2007. « Leading Tasks in a Leaderless Movement: The Case of Strategic Voting ». *American Behavioral Scientist* 50 : 1327-49.

HAUNSS, Sebastian. 2007. « Challenging Legitimacy: Repertoires of Contention, Political Claims Making, and Collective Action Frames ». In Achim Hurrelmann, Steffen Schneider et Jens Steffek (éds.), *Legitimacy in an Age of Global Politics*. Houndmills : Palgrave Macmillan. 156-72.

GAN, Wendy. 2017. « Puckish Protesting in the Umbrella Movement ». *International Journal of Cultural Studies* 20 : 162-76.

GANZ, Marshall. 2010. « Leading Change: Leadership, Organization, and Social Movements ». In Nitin Nohria et Rakesh Khurana (éds.), *Handbook of Leadership Theory and Practice*. Boston : Harvard Business School Publishing Corporation. 1-41.

GLASER, Barney G. et Anselm L. STRAUSS. 1967. *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*. Chicago : Aldine Publishing Co.

HUI, Po-Keung et Kin-Chi LAU. 2015. « "Living in Truth" versus Realpolitik: Limitations and Potentials of the Umbrella Movement ». *Inter-Asia Cultural Studies* 16 : 348-66.

- KALDOR, Mary. 2003. « The Idea of Global Civil Society ». *International Affairs* 79 : 583-93.
- LAGERKVIST, John et Tim RÜHLIG. 2016. « The Mobilization of Memory and Tradition: Hong Kong's Umbrella Movement and Beijing's 1989 Tiananmen Movement ». *Contemporary Chinese Political Economy and Strategic Relations* 2 : 735-74.
- LEE, Alice Y. L. et Ka Wan TING. 2015. « Media and Information Praxis of Young Activists in the Umbrella Movement ». *Chinese Journal of Communication* 8 : 376-92.
- LEE, Francis Lap-fung. 2015. « Social Movement as Civic Education. Communication Activities and the Understanding of the Civil Disobedience in the Umbrella Movement ». *Chinese Journal of Communication* 8 : 393-411.
- LEE, Francis Lap-fung. 2016. « Opinion Polling and Construction of Public Opinion in Newspaper discourses during the Umbrella Movement ». *Journal of Language and Politics* 15 : 599-604.
- LEE, Francis Lap-fung et Joseph Man CHAN. 2011. *Media, Social Mobilization and Mass Protests in Post-colonial Hong Kong: The Power of a Critical Event*. New York : Routledge.
- LEE, Francis Lap-fung, et Joseph Man Chan. 2016. « Digital Media Activities and Mode of Participation in a Protest Campaign: A Study of the Umbrella Movement ». *Information, Communication & Society* 19 : 4-22.
- LEE, Jack. 2014. « Ganji suoyou wei Xianggang fuchu de ren, ye ganji Huang Zhifeng tongxue » (Remerciement aux Hongkongais ayant contribué à Hong Kong ; remerciements à Joshua Wong). *VJ Media* (9 novembre). www.vjmedia.com.hk/articles/2014/11/09/90403 (consulté le 25 mai 2017).
- LEE, Paul S. N., Clement Y. K. SO et Louis LEUNG. 2015. « Social Media and Umbrella Movement: Insurgent Public Sphere in Formation ». *Chinese Journal of Communication* 8 : 356-75.
- LIN, Zhongxuan. 2017. « Contextualized Transmedia Mobilization: Media Practices and Mobilizing Structures in the Umbrella Movement ». *International Journal of Communication* 11 : 48-71.
- LIN, Zhongxuan et Shih-Diing LIU. 2016. « Occupation as Prefiguration? The Emergence of a New Political Form in the Occupy Central Movement ». *Contemporary Chinese Political Economy and Strategic Relations* 2 : 775-94.
- LUI, Tai-lok. 2015. « A Missing Page in the Grand Plan of "One Country, Two Systems": Regional Integration and its Challenges to Post-1997 Hong Kong ». *Inter-Asia Cultural Studies* 16 : 396-409.
- MANSBRIDGE, Jane. 2003. « Rethinking Representation ». *American Political Science Review* 97 : 515-28.
- MAXWELL, Joseph. 2013. *Qualitative Research Design: An Interactive Approach*, 3^e éd. Thousand Oaks : Sage.
- MCADAM, Doug et William H. SEWELL, Jr. 2001. « It's About Time: Temporality in the Study of Social Movements and Revolutions ». In Ronald Aminzade, Jack Goldstone, Doug McAdam, Elizabeth Perry, William Sewell, Sidney Tarrow et Charles Tilly (éds.), *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*. New York : Cambridge University Press. 89-125.
- MCADAM, Doug, Sidney TARROW et Charles TILLY. 2001. *Dynamics of Contention*. Cambridge : Cambridge University Press.
- MICHELS, Robert. 1962. *Political Parties: A Sociological Study of the Oligarchical Tendencies of Modern Democracy*. New York : Collier.
- MORRIS, Aldon et Suzanne STAGGENBORG. 2004. « Leadership in Social Movements ». In David A. Snow, Sarah A. Soule et Hanspeter Kriesi (éds.), *The Blackwell Companion to Social Movements*. Oxford : Blackwell. 171-96.
- PLATT, Gerald et Stephen LILLEY. 1994. « Multiple Images of a Charismatic: Constructing Martin Luther King Jr.'s Leadership ». In Gerald Platt et Chad Gordon (éds.), *Self, Collective Behavior and Society: Essays Honoring the Contributions of Ralph H. Turner*. Bingley : Emerald Group Publishing. 55-74.
- PORTA, Donatella della. 2009. « Consensus in Movements ». In Donatella della Porta (éd.), *Democracy in Social Movements*. Hamsphire : Palgrave Macmillan. 73-99.
- OCLP. 2014. « OCLP: Manual of Disobedience ». http://oclp.hk/?route=occupy/eng_detail&eng_id=28 (consulté le 25 mai 2017).
- ORTMAN, Stephan. 2015. « The Umbrella Movement and Hong Kong's Protracted Democratization Process ». *Asian Affairs* 46 : 32-50.
- RAO, Hayagreeva, Calvin MORRILL et Mayer N. ZALD. 2000. « Power Plays: How Social Movements and Collective Action Create New Organizational Forms ». *Research in Organizational Behavior* 22 : 237-81.
- ROBNETT, Belinda. 1996. « African-American Women in the Civil Rights Movement, 1954-1965: Gender, Leadership, and Micromobilization ». *American Journal of Sociology* 101 : 1661-93.
- RÜHLIG, Tim. 2016. « "Do You Hear the People Sing" "Lift Your Umbrella" ? Le Mouvement des parapluies vu à travers ses chansons protestataires ». *Perspectives chinoises* 2016(4) : 63-73.
- SEWELL, William H. Jr. 1996. « Historical Events as Transformations of Structures: Inventing Revolution at the Bastille ». *Theory and Society* 25 : 841-81.
- SNOW, David et Robert BENFORD. 1992. « Master Frames and Cycles of Protest ». In Aldon Morris et Carol McClurg Mueller (éds), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven : Yale University Press. 133-55.
- SOULE, Sarah et Brayden KING. 2008. « Competition and Resource Partitioning in Three Social Movement Industries ». *American Journal of Sociology* 113 : 1568-1610.
- TANG, Gary. 2015. « Mobilization by Images: TV Screen and Mediated Instant Grievances in the Umbrella Movement ». *Chinese Journal of Communication* 8 : 338-55.
- TAI, Benny. 2013. « Gongmin kangming de zuida shashangli wuqi » (L'arme la plus destructrice est la désobéissance civile). *Hong Kong Economic Journal*, 16 janvier.
- TARROW, Sidney. 2011. *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, 3^e éd. Cambridge : Cambridge University Press.
- TILLY, Charles et Sidney TARROW. 2015. *Contentious Politics*. Colorado : Paradigm.
- TOEPFL, Florian. 2017. « From Connective to Collective Action: Internet Elections as a Digital Tool to Centralize and Formalize Protest in Russia ». *Information, Communication & Society*. <http://dx.doi.org/10.1080/1369118X.2017.1290127> (consulté le 25 mai 2017).
- TURNER, Stephen. 2008. « Blind Spot? Weber's Concept of Expertise and the Perplexing Case of China ». In David Chalcraft, Fanon Howell et Hector Vera (éds), *Max Weber Matters: Interweaving Past and Present*, Burlington : Ashgate. 121-134.
- WANG, Klavier, et Jie YING. 2017. « Mobilizing Resources to the Square: Hong Kong's Anti-Moral and National Education Movement as Precursor to the Umbrella Movement ». *International Journal of Cultural Studies* 20 : 127-45.
- WAPNER, Paul. 1995. « Politics Beyond the State: Environmental Activism and World Civic Politics ». *World Politics* 47 : 311-40.
- WEBER, Max. 1968. *Economy and Society*. Berkeley : University of California Press.
- WILSON, James Q. 1974. *Political Organizations*. New Haven : Princeton University Press.
- WONG, Joshua. 2014. « Weihe yusan yundong yao chuxian chao qu cizhi gong-tou? » (Pourquoi est-il nécessaire pour le mouvement des parapluies d'avoir un référendum de facto ?). *Independent Media* (3 novembre). www.inmediak.net/node/20141103a (consulté le 25 mai 2017).
- WONG, Joshua. 2015. « Scholarism on the March ». *New Left Review* 92 : 43-52.
- VEG, Sebastian. 2015. « Legalistic and Utopian: Hong Kong's Umbrella Movement ». *New Left Review* 92 : 54-73.
- VEG, Sebastian. 2016. « Creating a Textual Public Space: Slogans and Texts from Hong Kong's Umbrella Movement ». *The Journal of Asian Studies* 75 : 673-702.
- ZALD, Mayer N. et John D. MCCARTHY. 1980. « Social Movement Industries: Cooperation and Conflict amongst Social Movement Organizations ». In Louis Kriesberg (éd.), *Research in Social Movements, Conflict, and Change*, vol. 3, Greenwich : JAI Press. 1-20.
- ZALD, Mayer N. et Robert ASH. 1966. « Social Movement Organizations: Growth, Decay and Change ». *Social Forces* 44 : 327-41.